Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Equateur-Gutierrez-se-soumet-au-paramilitarisme-d-Uribe>

Equateur : Gutiérrez se soumet au paramilitarisme d'Uribe

- Les Cousins - Équateur -

Date de mise en ligne : mercredi 24 mars 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Guillermo Navarro Jiménez

21 mars 2004

[Leer en español](#)

L'opinion publique en Equateur estimait que l'un des principaux objectifs de la visite officielle du président Lucio Gutiérrez en Colombie [1] (16 et 17 mars 2004) devrait être d'exiger que la Colombie exerce le contrôle militaire et policier sur sa frontière commune avec l'Equateur [2], une responsabilité qu'elle n'assume pas depuis plusieurs années sur une étendue de plus de 230 kilomètres.

La demande dont il est fait mention se fondait également sur une réalité évidente : l'Equateur a assumé la responsabilité de contrôler la frontière équatoriano-colombienne devant l'absence totale d'effectifs colombiens, au risque de s'impliquer dans un conflit ouvert, en plus des coûts nécessités par de telles activités, d'autant plus qu'on estime que le gouvernement équatorien a mobilisé environ 7.000 soldats et 4.000 policiers pour s'acquitter d'une responsabilité qui, strictement et principalement, incombe aux forces armées et policières de la Colombie.

Malgré l'importance et l'insistance de la demande nationale, le président de la République de Colombie, Álvaro Uribe Vélez, se limite à énoncer, au point 11 de la Déclaration conjointe, que : « la Police nationale est en train de réadapter et d'équiper son poste de Puerto Colón, dans la juridiction de la Municipalité de San Miguel », que : « la présence militaire sur le Pont international San Miguel est en cours de renforcement », à quoi il ajoute l'intention d'installer : « une base d'Infanterie de marine sur la rivière San Miguel ».

La déclaration des intentions d'Uribe Vélez outrage l'intelligence des Equatoriens par le ridicule de l'ampleur des projets en cours qu'elle mentionne, sans compter l'impossibilité d'accomplir l'un d'eux, le renforcement de la présence militaire du côté colombien du Pont international San Miguel, puisque le contrôle que les FARC maintiennent sur le côté colombien est largement connu. Il faut espérer que le renforcement mentionné par Uribe ne prétende pas faire allusion à la présence d'autorités colombiennes au Centre binational de surveillance de frontière (Centro Binacional de Atención de Frontera, CEBAF) [3] de Sucumbios (Equateur), une position qui, d'autre part, confirmerait simplement que le gouvernement d'Uribe ne peut compter sur les installations d'un CEBAF sur le sol colombien en raison du contrôle que les FARC exercent sur la zone.

A la portée limitée des projets et des intentions détaillés par Uribe, on doit ajouter le mépris que ce dernier manifeste envers l'engagement qu'il a pris lors de la réunion qu'il a tenue avec Gutiérrez en marge du XIII Sommet ibéro-américain de Santa Cruz, engagement qui permit à Gutiérrez d'affirmer que : « Uribe s'est engagé, à travers ses forces militaires, à mettre en place plus de présence à la frontière qui leur incombe, si bien qu'il y aura un double contrôle pour éliminer ces problèmes » [4] ; ou sur les engagements qui, selon le général Octavio Romero, chef du Commandement conjoint des forces armées de l'Equateur, devaient se concrétiser durant la visite [5], et sur lesquels il n'existe aucune référence dans la Déclaration conjointe, dans laquelle est seulement exprimée : « la nécessité de renforcer les mesures de contrôle permanent dans leurs pays respectifs, à travers l'accroissement de l'échange de renseignements entre leurs autorités » (point 6) ou la charge de : « présenter dans un délai de 60 jours un ensemble d'actions visant à renforcer les mécanismes de contrôle existant entre les deux pays » (point 9), ou la disposition pour que : « dans les trente jours suivant cette rencontre se réunisse la Commission binationale de frontière - COMBIFRON - pour analyser la situation de sécurité dans la zone frontalière » (point 13).

Si tout ce qui est exposé ci-dessus est hautement préoccupant, ce qui l'est encore plus, c'est l'affirmation d'Uribe que : « le programme de soldats paysans [6] à la frontière avec l'Equateur sera poursuivi », puisqu'à la lumière de l'histoire du conflit colombien, ce programme est une réplique des fameuses coopératives Convivir, dont

l'organisation fut fortement promue et impulsée par Álvaro Uribe quand il était en charge du gouvernorat du département d'Antioquia, malgré quoi - ou peut-être en raison de quoi [7] - elles finirent par profiter aux paramilitaires et au narcotrafic comme l'illustre l'affirmation que : « Ces coopératives furent utilisées par les propriétaires terriens et les narcotrafiquants pour appliquer la politique contre-insurrectionnelle de la « terre aplanie » dans de nombreuses zones paysannes et dans la capitale même d'Antioquia. C'est avec les Convivir que les paramilitaires réussirent leur déploiement national, qu'ils se consolidèrent à Antioquia dans le Nudo de Paramillo et qu'ils entrèrent dans l'axe bananier d'Urabá, assassinant et déplaçant des milliers de paysans » [8].

Pour qu'il ne demeure pas le moindre doute quant aux bénéficiaires de ce type de politique, il vaut la peine de rappeler les paroles de Carlos Castaño, le chef des paramilitaires colombiens, affirmant que les Convivir découlent « du même principe que les Autodéfenses », à quoi il ajoute : « Il s'agit de quelques coopératives où les civils collaborent de manière organisée avec les forces armées, en fournissant des renseignements et, dans certains cas, en portant des armes avec permis pour leur défense personnelle », et il ajoute à cette appréciation : « Je ne vais pas nier qu'elles furent utiles aux Autodéfenses, mais on n'a pas tellement avancé avec elles. Ceux qui en profitèrent, ce sont les narcotrafiquants, lesquels se consacrèrent à monter des petites « Convivir » dans leurs propriétés. Il était habituel de voir cinq camionnettes Toyota, avec à l'intérieur un « narco » escorté de façon impressionnante et ses gardes du corps portant des armes avec permis de l'Etat » [9].

La sérieuse préoccupation qu'engendre le programme de soldats paysans envisagé dans la Déclaration conjointe répond alors à l'augmentation prévisible de tous les effets négatifs que produit le renforcement du narcotrafic, et à la possibilité certaine que s'étendent vers le territoire équatorien la brutalité et l'inhumanité consubstantielle au paramilitarisme, partie intégrante de la fameuse « Guerre de basse intensité » [10], stratégie adoptée et développée par les Etats-Unis et qui, en faisant de la participation de « forces irrégulières » l'une de ses composantes actives, ouvrit la voie à la fameuse « guerre non conventionnelle » (unconventional warfare) définie comme : « Un large spectre d'opérations militaires et paramilitaires dans une position ennemie, ou dans un territoire contrôlé par l'ennemi ou politiquement sensible. La guerre non conventionnelle inclut - bien que ce ne soit pas limitatif - les champs interconnectés des guerres de guérilla, d'évasion et de fuite, de subversion, de sabotage, de missions d'action directe et d'autres opérations de faible visibilité ou de nature secrète ou clandestine. Ces formes interconnectées de guerre non conventionnelle peuvent être mises en oeuvre individuellement ou collectivement par le personnel indigène prédominant, en général appuyé et dirigé à des degrés divers par une ou plusieurs forces extérieures, dans n'importe quelle condition de guerre ou de paix » [11].

La prévention contre la proposition d'Uribe contenue dans la Déclaration conjointe augmente quand on reconnaît que la politique d'Uribe à l'égard des paramilitaires colombiens, conformément au projet qu'il présenta le 21 août 2003, prétend que les paramilitaires, « criminels reconnus et condamnés », « violateurs des droits humains puissent se soustraire à la justice réelle grâce à la simple remise d'un chèque » [12], des personnages qui iront sûrement grossir les détachements de « soldats paysans » comme le notent déjà les analystes colombiens, ce qui relancera l'histoire des crimes et des violations, mais cette fois-ci dans la zone limitrophe de l'Equateur, sous la protection de l'Etat colombien.

Tout ce qui vient d'être exposé permet de réaffirmer la thèse initiale du présent article, à savoir qu'Uribe persiste dans sa politique qui privilégie le développement du paramilitarisme, thèse qui s'inscrit dans la Déclaration conjointe avec le consentement de Gutiérrez, lequel se soumet sans bénéfice d'inventaire pour l'Equateur et le peuple équatorien.

Nous remercions la traduction pour El Correo de : **Philippe Raynaud**

Post-scriptum :

Notes :

[1] La visite a eu lieu les 16 et 17 mars 2004.

[2] « C'est une situation anormale dans la relation internationale. Corriger est une obligation de la Colombie qui doit exercer un contrôle dans toutes ses zones. Ce que peut faire le pays, c'est lui rappeler que l'inaccomplissement de cette obligation produit des désaccords et des frictions qui doivent être évitées », Ayala Lasso, José, ancien ministre des Relations extérieures dans : « Ecuador debe actuar con dignidad », Diario Hoy, Quito, Equateur, 15 mars 2004.

[3] Selon la Décision 502 du Conseil andin des ministres des relations extérieures, les CEBAF peuvent être mis en place sur le territoire d'un pays ou sur le territoire de chacun des pays limitrophes. Dans les zones hautement sensibles comme c'est le cas de la frontière équatoriano-colombienne, la présence d'installations de contrôle dans chacun des pays est la demande la plus logique et la plus recommandable.

[4] Patricia Ortiz : « Control Conjunto para frontera. Gutiérrez y Uribe se reunieron en Bolivia. Fortalecerán la vigilancia militar », Diario Hoy, Quito, Equateur, 16 novembre 2003.

[5] « Hill ofrece apoyo a las Fuerzas Armadas, Entrevista con Octavio Romero », Diario Hoy, Quito, Equateur, 12 mars 2004.

[6] Ce programme fait partie de la « Politique de défense et de sécurité démocratique », proposée par le gouvernement d'Uribe Vélez le 16 juin 2003, laquelle depuis a fait l'objet de dures critiques en raison des méthodes fascistes qui la caractérisent.

[7] La relation d'Alvaro Uribe avec le narcotrafic se consolida, selon différentes sources colombiennes, quand il exerça les fonctions de directeur du Département de l'aviation civile (du 14 mars 1980 au 6 août 1982), période pendant laquelle il aurait accordé 562 licences pour des avions et des pistes, la majorité desquelles bénéficiaient à des narcotrafiquants connus : Pablo Escobar, Carlos Ledher, Jaime Cardona, les frères Ochoa, etc, comme on l'a démontré de manière irréfutable, au point de permettre la fermeture d'innombrables pistes et la réquisition d'avions en chaîne lors de plusieurs opérations antidrogue.

[8] Secrétariat des Droits humains et des Libertés, dont le siège est à Madrid, dans le communiqué qui condamna le 29 juillet 1997 la visite d'Uribe Vélez en Espagne. Contreras, Joseph : « Biografía no autorizada de Alvaro Uribe Vélez (el señor de las sombras », Editorial Oveja Negra, Bogotá, Colombie, 2003, page 124.

[9] Castaño, Carlos : "Mi Confesión", Editorial Oveja Negra, Bogotá, Colombie, page 177.

[10] La Guerre de basse intensité (Low-Intensity Conflict, LIC) se définit comme : « l'usage limité de la force à des fins politiques, avec l'objectif de contraindre, réprimer, contrôler ou défendre une population (...) ce qui implique l'emploi d'opérations militaires à l'aide - ou à l'encontre - de forces irrégulières, d'opérations de pacification, du terrorisme, du contreterrorisme, d'opérations de sauvetage et de résistance militaire dans des conditions de conflit armé. Cette forme de conflit n'inclut pas l'engagement contre des forces régulières ».

[11] Cueva, Selser y Otros : "Tiempos Conservadores. América Latina en la Derechización de Occidente", Editorial El Conejo, Quito, Ecuador, 1987, page 61.

[12] María Alejandra Villamizar : "Impunidad de Chequera", El Espectador, Bogotá, Colombie, 21 septembre 2003.